

**MARCHE PUBLIC PASSE SELON UNE PROCEDURE  
FORMALISEE**

**MARCHE N° 2025BAIMF01PHE**

Objet du marché

**Fourniture de produits d'hygiène et d'entretien**

**Cahier des Clauses Particulières**

## **Article 1 : Objet du marché- Dispositions générales**

### **1.1 : Descriptif du marché**

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de produits d'entretien et d'hygiène pour l'ensemble des besoins en la matière de l'Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF) et de l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) Hauts-de-France.

Le marché est passé en procédure formalisée soit l'appel d'offres ouvert selon l'accord cadre mono attributaire à bons de commande.

En application de l'article R 2162-4 du Code de la Commande Publique, le marché est conclu :

N° lot	Montant maximum total en HT
1	14 000
2	34 000
3	56 000
4	16 000

### **1.2 : Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la notification du marché au titulaire. Le marché peut être reconduit trois (3) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction. En application de l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique en cas de reconduction, le titulaire ne peut la refuser.

En cas de non renouvellement, le titulaire reçoit un préavis deux (2) mois avant le terme du marché. Les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

### **1.3 : Prestations Supplémentaires Eventuelles et variantes**

Sans objet

### **1.4 : Forme**

Le marché ne comporte pas de tranche.

Le marché est alloté en quatre (4) lots. Un seul titulaire est retenu par lot.

- lot 1 : brosse et matériels d'essuyage, disques et tampons abrasifs,
- lot 2 : sacs poubelles,
- lot 3 : papier hygiénique et essuie-mains,
- lot 4: produits d'entretien.

Un seul titulaire est retenu par lot. Il est possible de déposer une offre pour un ou plusieurs lots. Cependant, l'offre déposée pour un lot doit être indépendante des autres lots.

### **1.5 : Clauses sociales et environnementales**

Clauses sociales : le lot 2 « sacs poubelles » est réservé aux travailleurs handicapés ou défavorisés.

Clauses environnementales : Les conditions sont indiquées à l'article 3 du présent CCP. L'évaluation de l'aspect environnementale se fera via l'annexe 4 de l'Acte d'Engagement.

Le titulaire présente dans son offre les moyens mis en œuvre pour respecter les objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir.

## **Article 2 : Pièces constitutives du marché**

Les pièces du marché par ordre de priorité sont les suivantes :

- l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Administration fait foi. Le candidat remplit un acte d'engagement par lot auquel il soumissionne.

Les annexes de l'acte d'engagement à compléter intégralement sont les suivantes :

- Annexe 1 : le Bordereau de Prix Unitaires (BPU),
  - Annexe 2 : les taux de remise pour les produits catalogues,
  - Annexe 3 : les délais de livraison
  - Annexe 4 : adéquation de l'offre avec la politique environnementale de l'établissement et modalités de sa mise en œuvre
- le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et son annexe soit la liste des échantillons
- le mémoire technique du candidat
- les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

**Pièces générales :** Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G. FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG FCS n'est pas joint au Dossier de Consultation aux Entreprises. Il est téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, l'ordre dans lequel elles sont énumérées prévaut dans leur application.

Les candidats peuvent produire tout élément susceptible d'apporter une meilleure compréhension à l'offre.

## **Article 3 : Spécifications techniques**

### Lot 1 : Brosserie et matériels d'essuyage

Dans la mesure du possible, le candidat doit proposer des manches et matériels permettant d'en limiter la diversité. Les gants doivent répondre aux normes NF EN374 et NF EN388

### Pour le lot 2 : Sacs poubelles

Les épaisseurs et les conditionnements sont précisés sur le Bordereau de Prix Unitaires propre au lot 2.

### Lot 3 : Papier hygiénique et essuie-mains :

La qualité du papier hygiénique doit permettre une bonne biodégradabilité et doit avoir un niveau de délitement élevé. Tous les produits à base de papier devront être labellisés d'un label environnemental, à préciser par le titulaire du marché. Ils doivent obligatoirement pouvoir être utilisés dans les distributeurs en place dans les bâtiments.

### Lot 4 : Produits d'entretien

Le candidat doit chaque fois que possible proposer des solutions permettant le juste dosage du produit (système à pompe ou de dilution par exemple). Si cette solution nécessite la mise en place d'un appareillage particulier au niveau des points d'eau, il doit en fournir le descriptif technique et en indiquer les contraintes.

La fourniture et la mise en place de ces dispositifs doivent être réalisées par le candidat retenu, éventuellement en coordination avec le service maintenance de l'UPHF, sans coût supplémentaire. Le détartrant pour les sanitaires ne doit pas contenir d'acide chlorhydrique. Le détergent désinfectant doit répondre à la norme NF EN14476.

Le candidat pourra proposer une solution permettant une minimisation de l'emballage des produits sous réserve d'une solution de dilution ou de répartition dans des contenants adaptés à l'usage tels que définis au BPU.

Les produits doivent être respectueux de l'environnement. Le titulaire doit proposer dans son offre l'utilisation de produits écolabellisés européen ou répondant à la norme NF environnement.

Les candidats doivent fournir pour chaque produit :

- les fiches techniques correspondantes comprenant une notice détaillée indiquant leur provenance, leur composition, leur conformité aux normes françaises homologuées ou équivalences européennes, leurs fonctions et leurs conditions d'utilisation (fiche de données de sécurité ou fiche en 16 points).
- un procès-verbal d'essai précisant notamment le potentiel d'hydrogène (pH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensioactifs.
- des certificats de conformité à la loi sur l'eau, au respect de l'environnement et de la réglementation affectant les rejets à l'égout.

#### **Article 4 : Conditions d'exécution du marché**

##### **4.1 : Conditions générales**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché. Le titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation applicables au marché, qu'il est réputé connaître et s'engage à les mettre en application en cas d'évolution.

Le titulaire participe à l'exécution d'un service public. Par conséquent, il est soumis à une obligation de continuité d'exécution des prestations.

Le titulaire doit préciser à l'UPHF, dans un délai de quinze (15) jours dès la notification du marché, les coordonnées précises d'une ou de plusieurs personnes dédiées à l'exécution du marché. Ces correspondants seront chargés du suivi des commandes et des livraisons.

Si les responsables et autres intervenants nommément désignés par le titulaire ne sont plus en mesure de remplir la mission de suivi, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer les noms et titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) semaines à partir de la non-exécution de la prestation du suivi de la commande.

En application de l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de communiquer sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il met à disposition pour effectuer les prestations objet du marché notamment il est responsable de toute dégradation de quelque nature que ce soit occasionné par ses agents ou le transporteur.

Les produits listés en annexe du CCP sont à remettre sous forme d'échantillons lors du dépôt de l'offre. Les échantillons serviront notamment à comparer les offres et de test pour contrôler la conformité des produits aux spécifications listées dans le DCE. L'UPHF se réserve le droit de les conserver. Les échantillons doivent être identiques aux produits livrés lors de l'exécution du marché.

Le titulaire peut proposer un catalogue de produits complémentaires en lien avec ceux du BPU.

Le titulaire a l'exclusivité des produits faisant l'objet du lot concerné.

#### **4.2 : Emission des bons de commande**

Les bons de commande précisent la nature et la quantité des prestations demandées. Ils porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

Le bon de commande précise notamment les mentions suivantes :

- le N° et la date du bon de commande,
- la référence du marché (N° et date de signature),
- le service émetteur,
- ....

La durée de validité du bon de commande est de douze (12) mois. La durée de validité ne peut être supérieure à trois (3) mois après le terme du marché.

Après émission un bon de commande peut être modifié par l'UPHF sans préjudice pour le titulaire. Les modifications lui sont adressées par mail.

#### **4.3 : Délais d'exécution**

Le délai de livraison maximum est de sept (7) jours à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

En annexe 3 à l'acte d'engagement, le candidat peut proposer des délais inférieurs. Ils auront valeur contractuelle.

Les quantités demandées devront être respectées.

Toute livraison incomplète ou non conforme doit être régularisée dans un délai qui ne peut excéder 48H00 aux frais du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 13.3 du CCAG FCS.

#### **4.4 : Modalités de livraison**

Les livraisons seront effectuées aux ateliers du service de maintenance situés au bâtiment Hall Duvant au Mont Houy. Les horaires de livraisons sont indiqués sur le bon de commande.

Les livraisons s'effectuent avec un camion hayon.

Le candidat est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des installations, des voies d'accès et de tout autre élément d'information qui pourrait influencer sur les conditions de livraison. Le titulaire est tenu de réaliser des livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans les établissements. Il demeure responsable de tout dommage pouvant affecter les personnes et les biens à l'occasion de la livraison des produits commis par ses agents ou par des agents agissant pour son compte. Le titulaire du marché sera responsable des fournitures livrées jusqu'à l'acceptation de la livraison, sous réserve de vices cachés pouvant être décelés ultérieurement.

Les fournitures seront transportées dans des véhicules correctement équipés pour de tels transports, parfaitement propres, conformément à la réglementation en vigueur.

Les opérations (conditionnement, emballage, transport et assurance) devront être effectuées par le fournisseur à ses frais et accompagnées d'un bon de livraison comportant les quantités, les références et les désignations des produits livrés, le numéro du bon de commande et la date de livraison.

Toute livraison non conforme à la commande est refusée et retournée au titulaire à ses frais.

Avant la livraison du matériel, le prestataire contacte le magasin général de l'UPHF pour lui confirmer la date de livraison ou le prévenir de tout retard de livraison.

Mail : [magasin-general@uphf.fr](mailto:magasin-general@uphf.fr)

Tel : 03.27.51.17.94.

La fourniture du matériel est accompagnée d'un bon de livraison indiquant :

- la date d'expédition,
- le nom du titulaire du marché,
- la référence du marché,
- l'identification du matériel ou des produits livrés,
- les quantités livrées.

Le double de ce bon de livraison signé par le représentant de l'autorité adjudicatrice vaut accusé de livraison du matériel et non admission définitive.

Les réserves relatives à la quantité ou à la qualité des produits livrés sont portées sur le bordereau de livraison dont un exemplaire est remis à chaque partie.

#### **4.5 : Changement et indisponibilité d'un produit**

Si un produit est indisponible temporairement, le titulaire doit en avertir l'établissement afin de trouver une solution en commun sans délai.

Si le produit est indisponible de manière définitive, le titulaire contacte l'UPHF trois (3) mois avant l'arrêt du produit afin de lui proposer un produit de substitution.

L'UPHF donnera ou non son accord pour intégrer le nouveau produit. Le prestataire devra fournir la fiche technique et la fiche de données de sécurité du produit proposé. La qualité et le prix doivent être équivalents au produit arrêté. Le BPU actualisé (intégration du produit) doit être adressé, pour validation, au pouvoir adjudicateur dès la validation du nouveau produit par l'UPHF.

A défaut, le fournisseur peut être considéré comme défaillant et la procédure prévue à l'article 36 du C.C.A.G-FCS peut être mise en œuvre.

#### **Article 5 : Vérification et admission**

Il est fait application des articles 23 à 25 du CCAG FCS. Cependant, par dérogation aux articles 22 à 25 du CCAG FCS, ces opérations sont effectuées par l'émetteur du bon de commande ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du représentant du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 6 : Le prix**

Le titulaire s'engage à ce que les prix n'excèdent pas ceux de l'ensemble de sa clientèle. L'UPHF pourra demander, à tout moment, des justificatifs.

##### **6.1 : Forme contenu du prix**

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et les frais afférents au

conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison du matériel.

Il est réputé comprendre, sans aucune réserve ni exception, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

L'euro est la monnaie de compte du marché. Les prix doivent être indiqués en HT et préciser le montant de la TVA applicable.

Les prix appliqués sont ceux figurant sur le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot.

Les prix des produits ne figurant pas dans le BPU sont ceux figurant sur le devis fourni par le fournisseur minoré du taux de remise indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement du lot concerné. Le devis ne peut être établi sur la base de tarifs supérieurs aux tarifs publics en vigueur.

En cas de promotion temporaire le titulaire devra répercuter cette promotion pourvu que le prix net en résultat soit inférieur au prix contractuel.

Le titulaire peut également de son fait, pratiquer un taux de remise supplémentaire, sur une commande ou d'une manière durable, pour offrir de meilleures conditions de vente.

En cas de modification durable, celle-ci sera introduite au marché si le pouvoir adjudicateur l'accepte.

## **6.2 : Variation des prix**

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise des offres.

Les prix sont fermes pendant la première année du marché. Ils sont ajustables à chaque date d'anniversaire du marché par référence au tarif public du candidat. Le titulaire doit faire parvenir ses nouveaux tarifs accompagnés des justificatifs adéquats au pouvoir adjudicateur un (1) mois avant leur application. Si validation, le titulaire doit adresser, sans délai, les BPU mis à jour aux adresses suivantes: [cellule-marches@uphf.fr](mailto:cellule-marches@uphf.fr) et [magasin-general@uphf.fr](mailto:magasin-general@uphf.fr)

Les taux de remises accordés sur les tarifs pour les produits du BPU et des produits catalogue ne peuvent être revus à la baisse pendant toute la durée du marché.

Clause de sauvegarde : L'augmentation annuelle ne peut dépasser les 5% du montant du BPU et par produit.

## **Article 7 : Modalités de règlement**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations. Ils sont effectués par virement administratif directement auprès du titulaire.

Les paiements sont alors effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique, la transmission des factures des titulaires de marché doit s'effectuer sous forme électronique.

L'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'accès au portail chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;

- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

La facturation est établie à commande soldée. La commande est considérée comme soldée lorsque le service demandeur atteste que les prestations réalisées sont conformes à celles figurant sur le bon de commande. Toute facture, partielle ou totale, émise avant cette attestation sera renvoyée, une nouvelle facture ne pourra être acceptée qu'à partir de la date de l'attestation du service fait.

Le montant de la somme à régler au titulaire est accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :  $IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$  dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

### **Article 8 : Avances et acompte**

Aucun acompte ne sera versé.

Il est fait application des articles R2191-3 à 10 du Code de la Commande Publique.

### **Article 9 : Garanties**

Les garanties légales définies aux articles 1641 à 1649 du Code Civil (vices cachés), 1386-1 à 18 du Code Civil (défectuosité des produits) et L 221-1 à L 225-1 du Code de la Consommation (obligation de sécurité) s'appliquent.

Les prestations font l'objet d'une garantie pièces et main d'œuvre comprises minimal d'un (1) an à compter de la décision de l'admission définitive du matériel. Une extension d'un an est souhaitée.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG FCS relatives à la garantie s'appliquent.

### **Article 10 : Assurances**

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Dans le cadre de la mission générale, le titulaire est civilement et pécuniairement responsable des dommages qui surviendraient par le fait ou la faute de son personnel.

Il justifie d'une police d'assurance couvrant ces risques.

### **Article 11 : Pénalités**

En cas de retard, d'interruption ou d'insuffisance dans l'exécution du marché, il sera appliqué une pénalité de retard. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'UPHF se réserve la possibilité de mettre en place des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable.



Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'acheteur pourra infliger des pénalités sans mise en demeure préalable du titulaire.

Également, les pénalités seront appliquées dès le 1er euro et donc sans montant minimum.

### **Retard**

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la commande, il doit obligatoirement en aviser l'établissement qui a émis le bon de commande, par courriel, dans les 48 heures suivant la réception de la commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités de retard seront applicables à compter du jour où la livraison aura dû être effectuée et seront d'un montant de 150 euros par jour de retard.

### **Absence de bon de livraison**

Une pénalité sera infligée d'un montant de 100 euros par bon de livraison manquant ou livraison incomplète.

### **Article 12 : Redressement ou liquidation judiciaire**

Il est fait application de l'article 30.2 du CCAG FCS.

### **Article 13 : Obligation de discrétion - Secret professionnel**

Le titulaire est tenu de maintenir pour confidentiel toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements documents ou objets quelconques ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché.

Il en est pareillement de tout renseignement de même nature, parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du marché.

Ces obligations de discrétion et de secret professionnel s'appliquent pendant et après l'exécution du marché.

### **Article 14 : Langues des prestations et des correspondances**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Les prestations vocales et écrites (messages,...) sont assurées en français. En cas de correspondances écrites ou de prestations vocales réalisées dans une langue étrangère, ces dernières sont recevables uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Article 15 : Résiliation du marché- Exécution par défaut**

Outre les clauses de résiliation prévues aux articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G. – FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles du marché ou omission délibérée de la part du contractant de ce marché et en cas de dépassement du pourcentage d'augmentation du prix autorisé.

Le pouvoir adjudicateur aura au préalable invité le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires à partir de la date de réception de la lettre recommandée adressée par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché.

La résiliation ne peut être prononcée si les situations mentionnées ci-dessus résultent d'un cas de force majeure, ou du fait du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

#### **Article 16 : Différends et litiges**

Les stipulations de l'article 37 du C.C.A.G – FCS sont seules applicables. En cas de différends ou de litiges et à défaut de règlement amiable, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Lille.

#### **Article 17 : Dérogations aux documents généraux**

Article 11 du CCP : Article 14 du CCAG FCS